

Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières

HSM | Sep/Oct 2021

Analyse frontalière

Niger_Mali

Contexte général & méthodologie

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, la criminalité et la montée de tensions entre les communautés. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis sur pied un suivi mensuel de la situation humanitaire dans les départements situés dans la zone frontalière¹. Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones géographiques et de leur évolution. Cette fiche d'information a notamment pour objectif de faire un focus sur la zone frontalière entre le Niger et le Mali, et présente les résultats de la collecte de données couvrant la région de Tillabéri (Niger), Gao (Mali) et Ménaka (Mali) ayant eu lieu entre le 3 et le 30 septembre 2021. Au total, 835 informateurs clés (IC) ont été consultés et 607 localités ont été évaluées dans ces trois régions². Ensuite les données ont été agrégées par localité. Sauf indication contraire, les réponses apportées par les IC se réfèrent à la majorité de la population de la localité dans une période de trente jours précédant l'entretien avec l'IC. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « % de localités ». La couverture actuelle de l'évaluation est limitée, et les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs. En parallèle, 9 groupes de discussion (FGD) ont été menés au mois d'octobre 2021, en zone 1 dans les sites de déplacés de Ayerou (Garey kado, Inkilwatane) et de Dessa (Tinsane, Moukoussou).

Contexte frontalier

Dans le cadre du suivi de la zone des Trois Frontières, REACH entame désormais une étude comparative transfrontalière. Il s'agit d'étudier des communes d'intérêt (admin 3) situées le long de la bande frontalière des trois pays.

Ces communes sont regroupées en zones afin de faciliter l'analyse. Les communes sélectionnées pour cette étude sont définies selon deux critères. Elles sont toutes frontalières et sont identifiées comme en crise sur le plan humanitaire.

Au Niger, les communes appartiennent à la région de Tillabéri et sont regroupées en deux zones à savoir : Gorouol, Bankilaré, Ayerou, Dessa, Inatès (zone 1), et Tondikiwindi, Banibangou, Abala et Sanam (zone 2). Au Mali, les communes sont également regroupées en deux zones : Bourra, Tessit, Ouattagouna de la région de Gao (zone 3) et Anderamboukane, Ménaka, Inekar de la région de Ménaka (zone 4).

Ces aires géographiques représentent des espaces migratoires aux multiples points de passages informels, la frontière nigéro-malienne étant poreuse et non délimitée par une barrière géographique ou artificielle. Historiquement, ces espaces semi-désertiques représentent des territoires de circulation où populations nomades et sédentaires s'affranchissent des limites administratives³.

Cette étude vise à apporter des informations sur l'évolution de la situation humanitaire dans ces quatre zones (Z). Elle comporte une analyse quantitative et qualitative dont les données sont agrégées par zone.

Résultats clés

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :

L'arrivée de réfugiés au cours des 30 derniers jours

L'arrivée de populations déplacées internes (PDI) au cours des 30 derniers jours

Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population

Une perturbation des moyens de subsistance habituels

Des contraintes d'accès à distance de marche⁴ aux services de santé

Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population

Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI^{5 6}

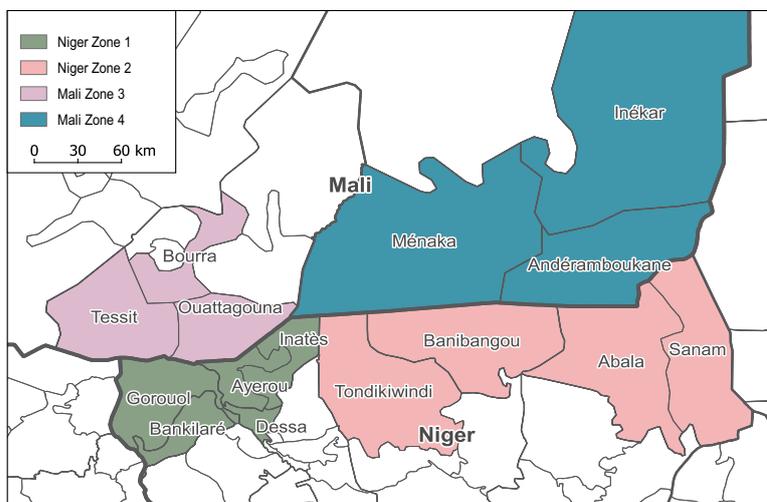
Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche⁴

Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population

Des contraintes d'accès à des informations quant à l'aide humanitaire

	Z1	Z2	Z3	Z4
L'arrivée de réfugiés au cours des 30 derniers jours	0%	0%	0%	0%
L'arrivée de populations déplacées internes (PDI) au cours des 30 derniers jours	0%	0%	0%	0%
Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population	94%	92%	71%	48%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	37%	60%	71%	52%
Des contraintes d'accès à distance de marche ⁴ aux services de santé	3%	4%	48%	35%
Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population	63%	56%	29%	58%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI ^{5 6}	88%	33%	80%	72%
Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche ⁴	90%	88%	100%	87%
Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population	51%	75%	86%	68%
Des contraintes d'accès à des informations quant à l'aide humanitaire	68%	73%	52%	42%

Communes Enquêtées par Zone



Selon les IC, aucune arrivée de réfugiés ni de personnes déplacées internes (PDI) n'a été rapportée dans ces quatre zones au cours des 30 derniers jours. Dans cette même période, les IC ont rapporté que la majorité des PDI venaient des départements de la zones 1 (Ayerou, Bankilaré) et de la zone 2 (Banibangou et Abala). En revanche, au cours de la dernière année, les IC ont rapporté la présence des PDI dans 75% des localités évaluées aux zones (Z1, Z2 et Z3). En ce qui concerne les réfugiés installés à Ayerou, les IC ont rapportés à l'unanimité la région de Gao comme l'origine principale de ces derniers. En outre, d'après les propos issus des groupes de discussions menés à Bourra (Z3) en octobre, l'une des principales raisons de déplacements serait la violence croissante dans la commune. Dans ce contexte, les PDI se seraient déplacés vers de nouveaux lieux considérés comme plus sécurisés. L'attaque du 8 août 2021 des villages d'Ouattagouna (Z3), dans la région de Gao par des groupes armés non étatiques (GANE) près de la frontière nigérienne explique ces mouvements de population, selon les participants aux groupes de discussion. Certaines populations se seraient déplacées vers Yassane Gorou, dans la commune d'Ayerou (Z1) à 60 km de Labbézanga (commune de Ouattagouna - Z3) à la suite de ces attaques d'après les IC.

¹ REACH. Termes de référence. Suivi humanitaire multisectoriel (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, novembre 2021.

² Les entretiens avec les informateurs clés ont été réalisés en personne par téléphone.

³ Organisation internationale pour les migrations (OIM). Communautés transfrontières au Sahel. Enjeux économiques et défis sécuritaires. Niger, 2016.

⁴ La distance entendue par "distance de marche" est laissée à la discrétion des informateurs clés.

⁵ Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont signalé la présence de ces groupes de population dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données.

⁶ La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.

Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières

HSM | Sep/Oct 2021

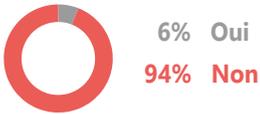
Analyse frontalière

Niger_Mali

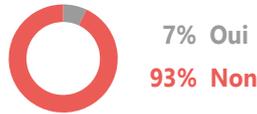
Sécurité alimentaire

% des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majeure partie la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 derniers jours:

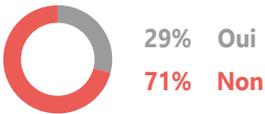
Zone 1: Goroul, Bankilaré, Ayerou, Dessa et Inatès



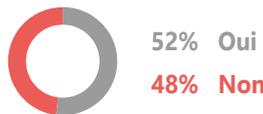
Zone 2: Tondikiwindi, Banibangou, Abala et Sanam



Zone 3: Bourra, Tessit et Ouattagouna



Zone 4: Anderamboukane, Ménaka et Inekar

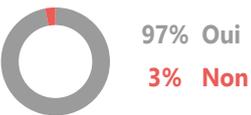


La situation alimentaire semblait préoccupante dans les localités évaluées dans les 4 zones. En effet, plus de 80% des IC dans l'ensemble des zones (Z1-94%, Z2-92%, Z3-71%, Z4-48%) ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture. La période de soudure (juin à septembre) semble conforter le contexte d'insécurité alimentaire dans toutes les zones⁷. De plus, des crises sécuritaires et sanitaires restreignent les mouvements des personnes et des biens, entravent le bon fonctionnement des marchés et des activités de subsistance, engendrant ainsi une situation d'insécurité alimentaire⁸. Dans les zones maliennes les IC ont rapporté l'absence d'un marché fonctionnel et accessible à distance de marche dans 43% des localités évaluées (en contraste avec les zones nigériennes (1%). Les principales raisons rapportées par les IC pour ne pas avoir accès à suffisamment de nourriture dans les zones 3 et 4 étaient le manque de bétail à vendre, le coût élevé des denrées alimentaires ainsi que le manque de terres pour l'agriculture.

Santé & nutrition

% des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de services de santé fonctionnels à distance de marche au cours des 30 derniers jours (oui=accès):

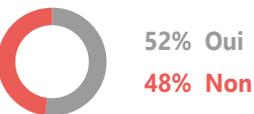
Zone 1: Goroul, Bankilaré, Ayerou, Dessa et Inatès



Zone 2: Tondikiwindi, Banibangou, Abala et Sanam



Zone 3: Bourra, Tessit et Ouattagouna



Zone 4: Anderamboukane, Ménaka et Inekar



L'accès aux services de santé est globalement positif dans toutes les localités évaluées. En effet, les IC de 85% des localités évaluées ont rapporté que la population avait accès à un service de santé à distance de marche⁹ dans les zones. Pour ceux qui n'avaient pas accès à un service de santé, le manque de structures de santé à proximité (36%), le manque de matériel nécessaire au traitement (20%) ainsi que le manque de personnel médical opérationnel (12%) dans ces zones constituaient les principales causes d'après les IC⁹. En outre, les zones 2 et 4 semblent présenter des déficits en infrastructure plus importants, avec 50% (Z2) et 73% (Z4) de localités évaluées au sein desquelles l'éloignement des centres de santé constituait une barrière d'accès. Il existe en générale des services nutritionnels dans les zones ciblées. Il s'agit principalement des services de prise en charge des cas de malnutrition modérée des enfants et des femmes enceintes (84%). Ensuite viennent les relais communautaires ainsi que le dépistage précoce (cités dans respectivement 45% et 37% des localités évaluées).

Moyens de subsistance

Principales sources de revenus les plus perturbées pour la majorité de la population au cours des 30 derniers jours^{10,11}:

Elevage

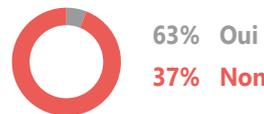
Agriculture pour autoconsommation

Vente au marché

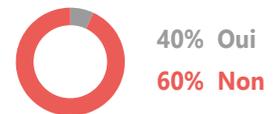
	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Zone 4
Elevage	65%	58%	73%	63%
Agriculture pour autoconsommation	57%	58%	73%	50%
Vente au marché	61%	10%	40%	13%

% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours des 30 derniers jours:

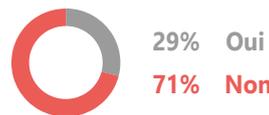
Zone 1: Goroul, Bankilaré, Ayerou, Dessa et Inatès



Zone 2: Tondikiwindi, Banibangou, Abala et Sanam



Zone 3: Bourra, Tessit et Ouattagouna



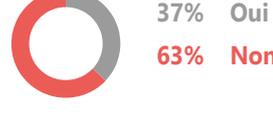
Zone 4: Anderamboukane, Ménaka et Inekar



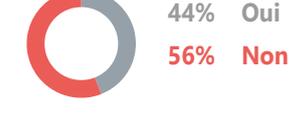
Eau, hygiène, assainissement (EHA)

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté un accès insuffisant à l'eau pour couvrir les besoins des ménages au cours des 30 derniers jours:

Zone 1: Goroul, Bankilaré, Ayerou, Dessa et Inatès



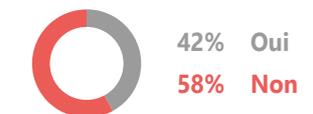
Zone 2: Tondikiwindi, Banibangou, Abala et Sanam



Zone 3: Bourra, Tessit et Ouattagouna



Zone 4: Anderamboukane, Ménaka et Inekar



La majorité de la population n'avait pas accès à des quantités suffisantes d'eau afin de couvrir les besoins du ménage dans 56% des localités situées dans l'ensemble des zones. Le type de source d'eau majoritairement utilisé par la population surtout dans les zones maliennes était forage avec pompes à motricité humaine (PMH) (40%) selon les IC. Dans les zones nigériennes il y avait aussi d'autres sources d'eau majoritairement utilisé comme puits protégé (44% des localités évaluées en Z2) ainsi que des plans d'eau courants (40% en Z1). D'autre part, l'accès à l'eau semblait particulièrement limité à cause de l'insécurité dans les zones 3 et 4 (respectivement 52% et 35%) selon les IC. L'accès aux infrastructures d'assainissement semble aussi limité. En effet, la majorité de la population pratiquait la défécation à l'air libre dans 68% des localités évaluées dans l'ensemble des zones d'après les IC. Malgré les campagnes de sensibilisations communautaires liées au COVID-19, signalées par les IC les populations se lavaient les mains sans savon ni sable dans 83% des localités évaluées dans l'ensemble des zones.

⁷ La Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Période de soudure : La situation alimentaire reste préoccupante, juin 2017.

⁸ Organisation internationale pour les migrations (OIM). Communautés transfrontalières au Sahel, enjeux économiques et défis sécuritaires. Niger, 2016.

⁹ Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels.

¹⁰ Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels.

¹¹ Pour la question les IC pouvaient sélectionner plusieurs réponses.

Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières

HSM | Sep/Oct 2021

Analyse frontalière

Niger_Mali

Abri & Articles non alimentaires

Principales raisons pour lesquelles la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates (% de localités évaluées) au cours des 30 derniers jours¹² :

	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Zone 4
Manque d'espace fermé	86%	50%	37%	23%
Abris non adapté au climat	0%	0%	37%	54%
Risque d'éviction	0%	0%	0%	50%

Les populations non déplacées des localités évaluées aux zones semblent en majorité se loger dans des abris en dur (en bois, béton, banco, briques, etc.) selon les IC (74%). D'autre part, les conditions de logement de certaines PDI étaient précaires, car ces populations sont arrivées sans ressources dans des centres urbains comme Ayerou à la suite des attaques selon les IC. Les conditions climatiques semblent avoir un impact important sur les logements dans l'ensemble des zones. En effet, les principales causes de destructions des abris dans les localités seraient les intempéries (83%) et les inondations (18%). Les articles ménagers dont la majorité de la population avaient le plus besoin dans toutes les zones mais n'étaient pas disponibles étaient la moustiquaire (47%), les articles de couchage : couverture / natte de couchage (34%) ainsi que les articles d'hygiène hygiénique féminines (25%).

Protection

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité au cours des 30 derniers jours:

Zone 1: Goroul, Bankilaré, Ayerou, Dessa et Inatès



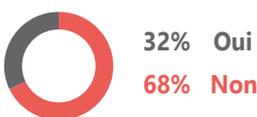
Zone 2: Tondikiwindi, Banibangou, Abala et Sanam



Zone 3: Bourra, Tessit et Ouattagouna



Zone 4: Anderamboukane, Ménaka et Inekar



La crise sécuritaire liée à l'activité des groupes armés sévit toujours les bandes frontalières Niger-Mali¹³. Au cours du mois précédent, les IC des zones maliennes (Z3 et Z4) surtout ont enregistré de fortes proportions respectivement 67% et 35% des incidents durant lesquelles des civils ont été tués ou gravement blessés. Lors des entretiens menés au cours des 30 derniers jours, les IC ont rapporté que les différentes attaques du GANE ont provoqué la peur et l'insécurité dans leurs communautés. En effet, dans les localités évaluées aux zones, 60% de la population redoutent d'éventuelles attaques de groupes armés selon les IC. D'autres inquiétudes sécuritaires des populations comme le vol de bétail et l'enlèvement ont également été signalés respectivement dans 48% et 29% des localités évaluées dans l'ensemble des zones. Au cours du FGD d'Ayorou et Dessa, les participants ont souligné la nécessité d'un accompagnement social car certains avaient été traumatisés par les activités du GANE. Les IC de 61% dans les localités évaluées dans l'ensemble des zones ont rapporté la présence d'un service de protection. Néanmoins, ce service semble avoir besoin d'être renforcé car dans les zones 3 et 4 par exemple, les IC ont signalé la présence d'un service de protection dans respectivement seulement 14% et 26% des localités évaluées.

Éducation

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours des 30 derniers jours (oui=accès)¹⁴ :

	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Zone 4
Non	90%	88%	100%	87%
Oui	10%	12%	0%	13%

Selon les IC, dans 90% des localités évaluées dans l'ensemble des zones la majorité de la population en âge d'être scolarisée n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels. En cas d'indisponibilité des services éducatifs, l'occupation majeure des filles et des garçons dans la zone nigérienne était le travail à la maison (54%), alors que dans la zone malienne les enfants travaillaient en dehors de la maison (34%) ou allaient à l'école coranique (28%) selon les IC. Aussi, l'insécurité sur le trajet de l'école a été aussi souligné principalement par les IC de 36% des localités évaluées en zone 1 comme la principale barrière d'accès à l'éducation¹⁵. En effet, ce constat est conforté par les données des groupes de discussion qui désignent l'insécurité comme étant la principale barrière d'accès pour les élèves des communes de Dessa et d'Inatès (Z1).

Communication

Dans toutes les localités évaluées aux zones, 37% des IC ont signalé que la population avait des difficultés à accéder à de l'information sur l'aide humanitaire. La principale source d'information de la majorité de la population selon les IC sont : appel téléphonique pour la zone 2 (54%) et zone 3 (52%) et en personne pour la zone 1 (33%) et zone 4 (58%). En matière de l'accès à un réseau téléphonique stable, un quart des localités évaluées dans la zone malienne (Z3 et Z4) avaient un réseau stable tandis que les IC de 49% et 67% des localités évaluées des zones nigériennes (Z1 et Z2) avaient un réseau stable. Dans ce contexte, les raisons principales expliquant les difficultés d'accès à de l'information aux zones sur l'assistance humanitaire dans l'ensemble des zones étaient due au réseau mobile limité (37%), la discrimination dans le partage de l'information (27%), et aux raisons liées à l'insécurité (19%) selon les IC.

Redevabilité

Principaux secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées par commune)¹¹ :

	Zone 1	Zone 2
1 Secal ¹⁶	89%	75%
2 EHA	65%	60%
3 Santé	40%	44%
	Zone 3	Zone 4
1 Secal ¹⁶	71%	65%
2 Protection	52%	42%
3 Santé	33%	42%

¹² Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population déplacée interne ne vivait pas dans des conditions adéquates.

¹³ International Crisis Group, [Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique, juin 2018](#)

¹⁴ Les vacances scolaires ont été retirées parmi les réponses car la période de rappel (vacances scolaires) n'en n'était pas une barrière à l'accès aux services d'éducation à distance de marche.

¹⁵ Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la population en âge scolaire ne pouvait pas accéder à des services éducatifs à distance de marche

¹⁶ Sécurité Alimentaire

¹⁷ Selon les IC de 44% des localités évaluées dans la zone 2 la santé aussi a été mentionné comme secteurs d'intervention prioritaire pour la majorité de la population